

## **MEMORIAL**

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



# **MEMORIAL**

## Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1390 1er juin 2015

#### **SOMMAIRE**

AB Entertainment S.A 66	685	Association São Tomé e Principe au Luxem-	
Adhoc S.à r.l 66	6685	bourg	66684
Aerium Holdings S.A 66	6685	Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp	66696
Aerojet S.A.H 66	6686	Digital Services XXXVI 11 S.C.Sp	66689
Agrippa S.A	686	Digital Services XXXVI 12 S.C.Sp	66690
Aiqon Capital (LUX) S.à r.l 66	6679	Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp	66691
Algebra Investments S.A 66	6686	Digital Services XXXVI 14 S.C.Sp	66693
Alix Invest S.à r.l	6686	Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp	66694
Alysea Luxembourg Les Soins S.A 66	6679	Polunin Funds	66720
Alysea Luxembourg Les Soins S.A 66		SIFC Hotel Development S.à r.l	66675
Amicale Pompjeeën Gemeng Bauschelt 66	6680	Société Luxembourgeoise de Gestion d'Inves-	
Amorim Investments II S.A 66		tissements S.à r.l	66674
Amorim Investments V S.A 66	6682	Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEA-	
Amundi Luxembourg S.A 66	6682	SE	66674
Antoria S.A	6683	Squadron Offshore Holding (Luxembourg)	
Ardexco S.A		S.àr.l.	
Ardexco S.A		St Andrews Clubhouse S.à r.l.	
Ardexco Spf S.A	6687	SThree Finance Dollar S.à r.l	
Armand STRANEN Sàrl		Whitestone Capital S.A	
Arnau Invest S.A		Wiljo Letzebuerg S.A	
Arthalys Consult S.A 66		Winter95 S.A.	
Asset Backed-D S.A		Win-Win S.A.	
Asset Management Luxembourg (AML) S.à r.l.		Wolf Participations S.A	
66	6684	WP Promotions S.à r.l	66676



#### SLGI S.à r.l., Société Luxembourgeoise de Gestion d'Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Pierre DAGALLIER

Gérant unique

Référence de publication: 2015053951/12.

(150061637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

### Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEASE, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 38.718.

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 3 mars 2015

Présents: MM.Marcel LEYERS, Tom LESSEL, Nico PICARD,

Nico GRETHEN, administrateurs Mme Charlotte LIES, directeur

Point unique. Organisation du Conseil d'administration

L'assemblée générale du 3 mars 2015 ayant reconduit les mandats des administrateurs sortants pour un nouveau terme de trois ans, Monsieur Marcel LEYERS est réélu, à l'unanimité, Président du Conseil.

Monsieur Marcel LEYERS est également confirmé dans la fonction d'administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière, qu'il exercera conjointement avec Madame Charlotte LIES, directeur de la société, demeurant professionnellement à L-2661 Luxembourg, 42 rue de la Vallée.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Tom LESSEL / Charlotte LIES

Administrateur / Directeur

Référence de publication: 2015053952/20.

(150061146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

## Squadron Offshore Holding (Luxembourg) S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 153.644.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015053954/10.

(150061285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

## St Andrews Clubhouse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.982.

Extrait de la lettre de démission datée du 16 décembre 2014

En date du 16 décembre 2014, Monsieur Harald Thul a démissionné en tant que gérant de classe B de la société St Andrews Clubhouse S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181982, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 avril 2015.

Harald Thul.

Référence de publication: 2015053956/14.

(150061516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.



#### SIFC Hotel Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: KRW 232.000.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Bouchra Akhertous

Mandataire

Référence de publication: 2015053977/12.

(150061533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

## Wiljo Letzebuerg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 76.032.

Auszug aus dem Protokoll der Versammlung des Verwaltungsrates der firma Wiljo Letzebuerg S.A. Abgehalten in Ahn am 1. April 2015 um 13.00 Uhr

Nach Absprache des Verwaltungsrates und Genehmigung der Generalversammlung des heutigen Tages beschließen die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 und Artikel 6 der Statuten, die tägliche und technische Geschäftsführung an Frau Melanie HERZ, geboren am 16.10.1978 in Trier (D), beruflich wohnhaft in L-1611 Luxemburg, 63, AV. De La Gare, zu übertragen. Sie wird als Delegierte des Verwaltungsrates ernannt und kann die Gesellschaft nach außen durch ihre alleinige Unterschrift verpflichten.

Dieses Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015054062/17.

(150061137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

## Win-Win S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Pierre Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 87.969.

Extrait de l'assemblée générale en date du 31 mars 2015

Le siège social de la société sera transféré du 7, Val Sainte Croix L - 1371 Luxembourg au 25, rue Pierre Federspiel L -1512 Luxembourg à compter de ce jour.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

WIN-WIN S.A.

Signature

Référence de publication: 2015054063/14.

(150061727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

## Winter95 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.789.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 8 avril 2015

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 novembre 2017:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président



Administrateurs de catégorie B

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 novembre 2017:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Référence de publication: 2015054064/23.

(150061549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

#### Wolf Participations S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 163.755.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, Audit & Consulting Services Sàrl, vous informons en notre capacité de domiciliataire de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue en avril 2013 entre les sociétés

Audit & Consulting Services Sàrl (le domiciliataire).

Et

Wolf Participations S.A. (société domiciliée) (RCS 163755)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Audit & Consulting Services Sàrl

Le domiciliataire

Olivier Cagioulis

Gérant unique

Référence de publication: 2015054065/18.

(150061060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

#### WP Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 195.968.

#### **STATUTS**

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour du mois de mars;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "T.I. FINITIONS S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 85746,

dûment représentée par son gérant Monsieur Frank WAGNER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 15 décembre 1965, demeurant professionnellement à L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg,

ici représenté Monsieur Max MARET, employé de bureau, demeurant professionnellement à L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

## Titre I <sup>er</sup> . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

**Art. 1** er . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts sociales ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "WP PROMOTIONS S.à r.l.", (ci-après



la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 2.** La Société a pour objet la coordination de travaux de finition concernant la construction de maisons unifamiliales et de résidences. Elle pourra en outre avoir comme objet l'acquisition, la gestion, l'administration, l'exploitation et la mise en valeur de biens immobiliers, par location, vente, échange et, généralement de toute autre manière, ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires, de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles à la réalisation effective de l'objet social.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

D'une façon générale, la Société pourra faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

- Art. 3. La durée de la Société est illimitée.
- **Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Kopstal (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

#### Titre II. - Capital social - Parts sociales

**Art. 5.** Le capital social est fixé à seize mille euros (16.000,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent soixante euros (160,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

#### Titre III. - Administration et Gérance

- **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.
- **Art. 9.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.
- **Art. 10.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 11.** Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.



- **Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.
- **Art. 13.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.
  - Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.
- **Art. 15.** Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

#### Titre IV. - Dissolution - Liquidation

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

## Titre V. - Dispositions générales

**Art. 18.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

#### Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

#### Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "T.I. FINITIONS S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de seize mille euros (16.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

#### Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

## Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

#### Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

- 1. Le siège social est établi à L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg.
- 2. Monsieur Frank WAGNER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 15 décembre 1965, demeurant professionnellement à L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
  - 3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

#### Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bridel, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la partie comparantes, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. MARET, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 31 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/7018. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.



POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société;

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015054066/132.

(150060838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

#### Aigon Capital (LUX) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

#### Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe. R.C.S. Luxembourg B 176.038.

## EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 9 avril 2015, a nommé pour une durée indéterminée:

- Mr Richard HAWEL, directeur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, aux fonctions de gérant de catégorie B.
- Mr Ibrahim HUSSAIN, 23 <sup>rd</sup> Floor, Plaza See Hoy Chan, Jalan Raja Chulan, 50200 Kuala Lumpur, Malaisie, aux fonctions de gérant de catégorie A.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Pour AIQON CAPITAL (LUX) S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015054113/16.

(150062125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Alysea Luxembourg Les Soins S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange.

R.C.S. Luxembourg B 159.837.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 24 octobre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 24 octobre 2014 que:

1. Démission du Réviseur d'Entreprises agrée avec effet immédiat:

MAS Luxembourg

6C rue Gabriel Lippman

L-5365 Munsbach

2. Nomination d'un nouveau Réviseur d'Entreprises agrée avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui aura lieu en 2015:

HRT Révision SA

163 rue du Kiem

L-8030 Strassen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 08 avril 2015.

Référence de publication: 2015054116/21.

(150061887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Alysea Luxembourg Les Soins S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange.

R.C.S. Luxembourg B 159.837.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 03 avril 2015

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 03 avril 2015 que:

1. Démission du Réviseur d'Entreprises agréé avec effet immédiat:

HRT Révision SA

163 rue du Kiem

L-8030 Strassen

2. Nomination d'un nouveau Réviseur d'Entreprises agréé avec effet immédiat pour une durée indéterminée:



BDO Audit SA

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 08 avril 2015.

Référence de publication: 2015054117/20.

(150062166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Amicale Pompjeeën Gemeng Bauschelt, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9633 Flebour, 39, Flebour. R.C.S. Luxembourg F 10.353.

#### STATUTEN

- 1. Name des Vereins. Der Verein trägt den Namen: "Amicale Pompjeeën Gemeng Bauschelt" er ist ein Verein ohne Gewinnzweck gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 21. April 1928 und 4. März 1994 (Mémorial A 1994, p. 300)
  - 2. Sitz. Der Verein hat seinen Sitz im neuen Feuerwehrlokal 39 Flebour, L-9633 FLEBOUR.
  - **3. Dauer.** Die Dauer des Vereins ist unbegrenzt.
- **4. Sinn und Zweck.** Unterstützung der Freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Bauschleiden durch die Organisation von kulturellen Veranstaltungen.
  - **5. Mitgliedschaft.** Die Mitglieder des Vereins bestehen aus 2 verschiedenen Kategorien:
- a) Aktives Mitglied der "Amicale Pompjeeën Gemeng Bauschelt" kann jeder werden, der mindestens 16 Jahre alt ist. Ansässige und auswärtige Bürger dürfen sich als Mitglied beim Vorstand bewerben. Mitgliedsbewerbungen müssen schriftlich beim Vorstand eingereicht werden. Der Vorstand muss mit einfacher Mehrheit der Bewerbung zustimmen.
  - b) Ehrenmitglieder der "Amicale Pompjeeën Gemeng Bauschelt" werden durch den Vorstand ernannt.
- **6. Ausschluss eines Mitgliedes.** Hat ein Mitglied sich schädigend gegenüber dem Verein benommen, oder war ein Mitglied über eine längere Periode ohne Entschuldigung inaktiv, kann der Vorstand mit einfacher Mehrheit den Ausschluss des Mitglieds beschließen. Das Mitglied hat unverzüglich alle Gegenstände, welche dem Verein gehören, abzugeben.
- 7. Pflichten der aktiven Mitglieder. Alle Mitglieder haben die Pflicht, bei allen Aktivitäten des Vereins tatkräftig mitzuwirken und das gute Gedeihen des Vereins zu unterstützen.
  - 8. Gründungsmitglieder. Die Gründungsmitglieder sind DHUR Sandy, GANGLER Jeff und WIESEN Pierrot.
  - 9. Leitung des Vereins.
  - 9.1 Die Leitung des Vereins geschieht durch den Vorstand, an dessen Spitze der Präsident steht.
- 9.2 Die Mitglieder des Vorstandes sind ausschließlich aktive Vereinsmitglieder, welche das 18. Lebensjahr vollendet haben
  - 9.3 Der Vorstand setzt sich zusammen aus:
  - a) 1 Präsident
  - b) 1 Vizepräsident
  - c) 1 Sekretär
  - d) 1 Kassierer
  - e) 1 Beisitzender
  - f) Kommandant der Freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Bauschleiden
  - g) 1 Vertreter des Vorstandes der Freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Bauschleiden
  - 9.4.1 Die Mitglieder des Vorstandes können maximal 1 Posten besetzen.
- 9.4.2 Präsident, Vizepräsident, Sekretär, Kassierer, und Beisitzender werden vom Vorstand für eine Dauer von 4 Jahren ermittelt.
- 9.4.3.1 Nach 4 Jahren werden die Vorstandsposten neu besetzt. Gibt es keine neue Bewerbungen, bleibt jedes Vorstandsmitglied automatisch auf seinem Posten. Bei einer schriftlichen Neubewerbung kommt es zu einer geheimen Abstimmung (einfache Mehrheit).
- 9.4.3.2 Die ersten Vorstandswahlen für die Posten a, d und e finden 4 Jahre nach der Gründung statt. 6 Jahre nach der Gründung werden dann die Posten b und c erneuert.
  - 9.4.4 Bei eventueller Stimmengleichheit wird der Dienstältere Kandidat gewählt.



- 9.5 Die Aufgaben des Vorstandes sind:
- 9.5.1 Die Geschäftsführung des Vereines;
- 9.5.2. Die Aufnahme respektiv der Ausschluss von Mitgliedern;
- 9.5.3. Die Vorbereitung und Einberufung der Generalversammlung und die Festsetzung der Tagesordnung;
- 9.5.4. Die Ausarbeitung von internen Verordnungen;
- 9.6 Der Vorstand ist beschlussfähig wenn über die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Bei Stimmengleichheit wird der betreffende Tagesordnungspunkt auf die nächste Sitzung vertagt.

#### 10. Kassenwesen.

- 10.1 Das Kassenwesen wird vom Kassierer versehen. Der Kassierer verwaltet die Finanzen des Vereines. Er und der Präsident sind bevollmächtigt Geld von den Konten des Vereins abzuheben um Vereinszwecken zuzuführen.
- 10.2 Alle Ausgaben müssen ordnungsgemäß belegt sein. Kassen und Buchführung sind jährlich, nach dem Ablauf des Geschäftsjahres, abzuschließen und von den 2 Kassenrevisoren auf ihre Richtigkeit zu prüfen und abzuzeichnen.
  - 10.3 Nach erfolgter Prüfung berichten die Kassenrevisoren in der Generalversammlung.
  - Der Kassierer erhält Entlastung durch die Generalversammlung.
  - Er hält Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Einsicht zur Verfügung.
  - Er organisiert, in Zusammenarbeit mit seinem Vorstand die jährliche Erhebung der Mitgliedsbeiträge.
- 10.4 Die Kassenrevisoren werden dann in der Generalversammlung durch die Mitglieder ernannt. Diese dürfen kein Vorstandsmitglied des Vereins sein.

#### 11. Finanzmittel.

- 11.1 Die Finanzmittel bestehen aus:
- a) Mitgliedsbeiträge
- b) Spenden
- c) Etwaigen staatlichen und kommunalen Subsidien.
- d) Sonstige Einnahmen.
- 11.2 Die Mitgliedsbeiträge werden jährlich in der Generalversammlung festgesetzt und dürfen 50  $\varepsilon$  pro Person nicht überschreiten.

#### 12. Generalversammlung.

- 12.1 Die ordentliche Generalversammlung muss mindestens einmal jährlich vom Vorstand mit 14 Tagen Frist und Bekanntgabe der Tagesordnung schriftlich einberufen werden. Sie soll im ersten Trimester des neuen Jahres stattfinden.
  - 12.2 Sie wird vom Präsidenten geleitet.
  - 12.3 Sie ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist.

Jedes stimmberechtigtes Mitglied verfügt nur über eine Stimme. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst, sofern es die

Satzung nicht anders bestimmt. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung.

- 12.4 Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:
- a) Die Wahl der Vorstandsmitglieder und der 2 Kassenrevisoren;
- b) Die Annahme oder Ablehnung der Tätigkeits-, Kassen- und Kassenprüfberichte;
- c) Die Entlastung des Kassierers;
- d) Die Abänderung der Vereinsstatuten laut Gesetz mit einer 2/3 Stimmenmehrheit, wenn 2/3 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sind;
- e) Die Beratung und Entscheidung über sonstige wichtige Angelegenheiten innerhalb des Vereines, die der Vorstand nicht verabschieden kann;
  - f) Die Auflösung des Vereins.
- 13. Auflösung des Vereins. Der Verein kann nur aufgelöst werden, wenn in einer eigens zu diesem Zweck einberufenen außerordentlichen Generalversammlung, zu der 2/3 der Gesamtzahl der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sein muss, den Beschluss zur Auflösung mit 2/3 Stimmenmehrheit fasst, oder wenn die Zahl der aktiven Mitglieder unter 3 beträgt, dass der Verein außerstande ist, die von ihr eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen.

Im Falle der Auflösung wird das Vermögen an eine gemeinnützige Organisation überwiesen.

#### 14. Statutenänderungen.

14.1 Eine Änderung der Statuten kann nur in einer außerordentlichen Generalversammlung vorgenommen werden und dies nur falls 2/3 der Mitglieder anwesend sind und die Änderung durch eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden Mitglieder beschlossen wird.



14.2 Diese Statuten wurden einstimmig angenommen durch die Mitglieder des Vereins in der außergewöhnlichen Generalversammlung am 20.02.2015.

Référence de publication: 2015054118/102.

(150062076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Amorim Investments II S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 118.803.

#### RECTIFICATIF

Merci de prendre note qu'une erreur s'est glissée dans l'extrait des décisions prises par l'assemblée générale tenue extraordinairement et par le conseil d'administration en date du 30 janvier 2015, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 11 février 2015 sous la référence L150027806.

Il convient de lire:

Mme Mariana VERISSIMO a été nommée administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 10 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Amorim Investments II S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015054119/18.

(150062198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Amorim Investments V S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.698.

#### RECTIFICATIF

Merci de prendre note qu'une erreur s'est glissée dans l'extrait des décisions prises par l'assemblée générale tenue extraordinairement et par le conseil d'administration en date du 30 janvier 2015, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 12 février 2015 sous la référence L150028298.

Il convient de lire:

Mme Mariana VERISSIMO a été nommée administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Luxembourg, le 10 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Amorim Investments V S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015054120/18.

(150062444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Amundi Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 27.804.

Extrait de la Résolution Circulaire du Conseil d'Administration daté du 20 janvier 2015

En date du 20 janvier 2015, le Conseil d'Administration décide de nommer un nouveau délégué à la gestion journalière. Le Conseil décide de nommer Monsieur Olivier Guilbault; résidant professionnellement 5 Allée Scheffer, Luxembourg; en qualité de Directeur Pilotage et Contrôle de la Société. Ce changement prendra effet à la date d'agrément du nouveau dirigeant par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, le 25 mars 2015.

Fait à Luxembourg, le 9 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015054121/14.

(150061990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.



## Antoria S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 190.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015054122/10.

(150061920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Armand STRANEN Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 52, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.407.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Armand STRANEN Sàrl Société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015054124/12.

(150062330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Arnau Invest S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures *Un Mandataire* 

Référence de publication: 2015054125/13.

(150062024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Arthalys Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 163.153.

## EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 24 juin 2014, enregistrée à Esch/Alzette A.C., le 23 juillet 2014; Relation: EAC/2014/10220, que l'AGE a pris les décisions suivantes:

Que la démission de Monsieur Rémi-Xavier EVENO en sa qualité d'administrateur est acceptée avec effet au jour des présentes.

Que Monsieur Martial LEVARD, né le 6 mars 1972 à Caen (France), demeurant à F-83320 Carqueiranne, 977, route du Vallon, est nommé comme administrateur unique de la société, avec effet au jour des présentes et ce pour une durée de six (6) ans.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015054126/16.

(150062453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.



## Asset Backed-D S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.744.

## **EXTRAIT**

Le siège social de Asset Backed-D S.A. est toujours situé 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg chez Caceis Bank Luxembourg en tant qu'agent domiciliataire.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Asset Backed-D S.A.

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015054127/14.

(150061924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Asset Management Luxembourg (AML) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 103.638.

Conformément à un contrat de transfert de parts sociales daté du 28 juin 2012, cinq cents (500) parts sociales de la Société, émises et en circulation à la date du contrat, ont été transférées par AERIUM HOLDINGS S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.764, à Elah Management Services Limited, une société constituée et régie selon les lois de la République de Chypre, ayant son siège social au 1, Avlonos Maria House, 5 ème étage, 1075 Nicosia, Chypre et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Chypre sous le numéro HE244201.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054128/16.

(150061997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Association São Tomé e Príncipe au Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9088 Ettelbruck, 151, rue de Warken.

R.C.S. Luxembourg F 9.735.

Modification des statuts suivant assemblée générale extraordinaire du 04/04/2015

## **Art. 3.** L'association a pour objet de:

- 1- de récolter des fonds financiers et toute sorte de matériel pour aider des individus, des familles, des organisations ou des communautés qui sont en besoin à São Tomé et Príncipe;
- 2- de regrouper des personnes de toutes nationalités désireuses de collaborer de manière générale à des activités culturelles, sociales, sportives et de co-développement;
- 3- de promouvoir des activités et favorisant la connaissance du Grand-Duché de Luxembourg et des cultures des pays d'origine des associés en général;
- 4- de créer ou d'élargir des structures d'accueil, d'appui, de pratiques et d'expression linguistique, culturelle et sportive pour ces personnes et associations;
  - 5- de favoriser les contacts et échanges entre tous les ressortissants du Luxembourg;
  - 6- de promouvoir la formation sociale et civique de ses membres de façon à contribuer à sa participation à la vie publique;
  - 7- A Association agréée pour pouvoir se constituer partie civile dans les cas de délit raciste.
- **Art. 5.** L'association a son siège social a Ettelbruck. Le siège social peut être transféré par simple décision du conseil d'administration.
- **Art. 10.** Les membres ont la faculté de se retirer a tout moment et l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 6 mois a compter du jour de l'échéance (31 mars) tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.



**Art. 13.** Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant est fixée par l'assemblée générale. Le montant de cette cotisation annuelle est de 24 euros/an.

Référence de publication: 2015054129/28.

(150062176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### AB Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 67.991.

## **EXTRAIT**

Monsieur Claude Berda, né le 3 février 1947 à Paris, France, administrateur de la Société, a changé d'adresse, il a à présent son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 avril 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015054131/18.

(150062286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Adhoc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4155 Esch-sur-Alzette, 25, rue Léon Jouhaux.

R.C.S. Luxembourg B 74.338.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au bureau de comptabilité Gilbert BERNABEI, L-4155 Esch-sur-Alzette, 25, rue Léon Jouhaux en date du 9 avril 2015

#### Première résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'adresse de Monsieur Gilbert BERNABEI, né le 22.04.1960 à Esch-sur-Alzette, de L-4980 Reckange-sur-Mess, 41, am Dall vers L-5675 Burmerange, 25, rue de Mondorf.

## Deuxième résolution:

L'Assemblée Générale décide de modifier l'adresse de Madame Viviane GRAUL, née le 12.03.1962 à Esch-sur-Alzette, de L-4980 Reckange-sur-Mess, 41, am Dall vers L-5675 Burmerange, 25, rue de Mondorf.

Esch-sur-Alzette, le 9 avril 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015054132/17.

(150061946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Aerium Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 96.764.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique de la Société prend acte et accepte la démission de M. Jacques Isaac Ruimy en tant qu'administrateur de la Société avec effet en date 20 février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054133/11.

(150061992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.



## Aerojet S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 18.856.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015054134/10.

(150061975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Agrippa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 63.423.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015054135/14.

(150062426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Algebra Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 192.551.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015054136/10.

(150062120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Alix Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 157.919.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015054137/11.

(150061959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Ardexco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.018.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 20 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Beringen, le 10 avril 2015. Maître Marc LECUIT Notaire

Référence de publication: 2015054143/13.

(150062461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

# Ardexco S.A., Société Anonyme, (anc. Ardexco Spf S.A.).

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.018.

L'an deux mille quinze, le vingt mars.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ARDEXCO Spf S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 36018, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 22 janvier 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 273 du 17 juillet 1991 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1831 du 22 septembre 2009.

L'Assemblée est présidée par Madame Vanessa Alexandre, juriste, demeurant professionnellement à L-7593 Beringen/Mersch, 7, rue Wenzel.

L'Assemblée nomme Monsieur Cyprien DEHOUX, salarié, résidant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, comme Scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

## Ordre du jour:

- 1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- 2. Changement de la dénomination de la société de "ARDEXCO Spf S.A." en ARDEXCO S.A. et modification de l'article 1 <sup>er</sup> des statuts;
  - 3. Changement de l'objet social de Spf en Soparfi. L'article 4 des statuts aura désormais la teneur suivante:
- « Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de ventes, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, toutes marques et autres droits se rattachant à ces brevets et marques ou pouvant les compléter; déposer et exploiter toutes marques de fabrique, tous procédés brevetables et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut percevoir des royalties.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.».

- 4. Suppression subséquente de toute référence aux dispositions spéciales concernant le statut fiscal des sociétés de gestion de patrimoine familial apparaissant dans les statuts et refonte subséquente des statuts;
- Il.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.



- III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.
- IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

#### Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société d'«ARDEXCO Spf S.A.» en «ARDEXCO S.A.» et décide en conséquence de modifier l'article 1 <sup>er</sup> des statuts qui aura en tenant compte de la quatrième résolution, la teneur suivante:

« **Art. 1** er . Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après une société anonyme sous la dénomination «ARDEXCO S.A.».».

#### Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société en SOPARFI et par conséquent, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de ventes, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, toutes marques et autres droits se rattachant à ces brevets et marques ou pouvant les compléter; déposer et exploiter toutes marques de fabrique, tous procédés brevetables et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut percevoir des royalties.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.».

#### Quatrième résolution

L'assemblée décide de supprimer toute référence à la loi «SPF» contenue aux statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. ALEXANDRE, C. DEHOUX, P. DEJAGER, V. DEJAGER, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 25 mars 2015. Relation: AC/2015/965. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

## POUR EXPEDITION CONFORME.

Beringen, le 10 avril 2015.

Référence de publication: 2015054144/95.

(150062462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.



## Digital Services XXXVI 11 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.015.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 11

S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 th April 2015

**1. Partners who are jointly and severally liable.** Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").

#### 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 11 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.

#### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 11 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

#### 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 11 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienst-



leistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

**3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054225/78.

(150062103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Digital Services XXXVI 12 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.011.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 12

S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 th April 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").

## 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 12 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.



The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.

## Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 12 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

## 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 12 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen.

Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054226/78.

(150062102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.017.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 <sup>th</sup> April 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736



Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").

## 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.

## Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

## 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 13 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz



Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054227/78.

(150062101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Digital Services XXXVI 14 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.022.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 14

S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 th April 2015

**1. Partners who are jointly and severally liable.** Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").

## 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 14 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.



#### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 14 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

#### 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 14 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

**3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054228/78.

(150062100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.014.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 th April 2015

- 1. Partners who are jointly and severally liable. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").
  - 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.
  - (i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose



The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.

#### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

## 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 9 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

**3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.



Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054230/78.

(150062105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.016.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 9 th April 2015

**1. Partners who are jointly and severally liable.** Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193967 (the "General Partner").

## 2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 9 <sup>th</sup> April 2015, for an indefinite term.

#### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem "Limited Partnership Agreement") der Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 09. April 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digitial Services XXXIV (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg,



eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193967 (die "Komplementärin").

#### 2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XXXVI 10 S.C.Sp. (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 09. April 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015054224/78.

(150062104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### SThree Finance Dollar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé. R.C.S. Luxembourg B 196.009.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of March.

Before Us Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SThree Overseas Holdings Limited, a company governed by the laws of the United Kingdom, having its registered address at 75, King William Street, 1 st Floor, London, EC4N 7BE, the United Kingdom, and registered with the Companies House under number 03247281,

here represented by Peggy Simon, employee, having her professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on March 27, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

#### Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration.

**Art. 1. Form.** There is formed a private limited liability company (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10 <sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").



The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

**Art. 2. Object.** The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

- Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.
- Art. 4. Name. The Company will have the name of "SThree Finance Dollar S.à r.l.".
- **Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

## Chapter II. Capital, Shares.

**Art. 6. Subscribed Capital.** The share capital is set at six million, five hundred thousand U.S. Dollars (USD 6,500,000.-) represented by six million, five hundred thousand (6,500,000) shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

- **Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.
- **Art. 8. Shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.



**Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

## Chapter III. Manager(s).

**Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

**Art. 11. Powers of the Manager(s).** In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

**Art. 12. Day-to-day Management.** The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or e-mail, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

**Art. 14. Liability - Indemnification.** The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.



The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

**Art. 15.** Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

## Chapter IV. Shareholder(s).

**Art. 16. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

**Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 18. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

## Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits.

- **Art. 19. Financial Year.** The Company's accounting year starts on December 1 st and ends on November 30 th of each year.
- **Art. 20. Adoption of Financial Statements.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.



The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21. Appropriation of Profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

- Art. 22. Interim Dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:
- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

#### Chapter VI. Dissolution, Liquidation.

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

#### Chapter VII. Applicable Law.

**Art. 24. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

## Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on November  $30^{th}$ , 2015.

#### Subscription - Payment

Thereupon, SThree Overseas Holdings Limited, prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to the six million, five hundred thousand (6,500,000) shares and to have them fully paid up in the amount of six million, five hundred thousand U.S. Dollars (USD 6,500,000.-), along with the payment of a share premium in the amount of fifty-seven million, eight hundred and fifty thousand U.S. Dollars (USD 650,000.-) to the legal reserve of the Company, by a contribution in kind consisting of that certain, unquestionable and undisputed receivable owed by Specialist Staffing Holdings Inc., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered address at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, the United States of America ("SSHI"), to SThree Overseas Holdings Limited, prenamed, for an aggregate amount of sixty-five million U.S. Dollars (USD 65,000,000.-) (the "Contribution in Kind").

Proof of the Contribution in Kind's existence and value has been given to the undersigned notary by an ad hoc declaration signed by SThree Overseas Holdings Limited, prenamed, dated March 27, 2015, and an ad hoc declaration signed by SSHI, dated March 27, 2015.

#### Effective implementation of the contribution in kind

SThree Overseas Holdings Limited, prenamed, declared that:

- it is the sole full owner of the Contribution in Kind and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable at the time the Contribution in Kind is being made; and
- all further formalities are in course in the respective countries of location of the Contribution in Kind in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third parties.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at six thousand five hundred Euro (EUR 6.500.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder resolves to:



- 1. Determine the number of managers at two (2).
- 2. Appoint the following persons as Company's managers:
  - Category A Manager:
- \* Mr. Dougal Crisp, born on October 4 <sup>th</sup> , 1971, in Wellington, New Zealand, with professional address at 75, King William Street, 1 <sup>st</sup> Floor, London, EC4N 7BE, the United Kingdom.
  - Category B Manager:
- $^*$  Mr. Thibault Beuken, born on September 9  $^{\rm th}$ , 1980 in Oupeye, Belgium, with professional address at 2, rue de Fosse, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

3. Determine the registered address of the Company at 2, rue du Fosse, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, she signed together with the notary the present deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

SThree Overseas Holdings Limited, une société régie par les lois du Royaume-Uni ayant son adresse au 75, King William Street, 1 st Floor, Londres, EC4N 7BE, Royaume-Uni, enregistrée auprès du «Companies House» sous le numéro 03247281, représentée par Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 27 mars 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

## Chapitre I er . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.

**Art. 1** er . **Forme.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.



La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

- Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.
- Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «SThree Finance Dollar S.à r.l.».
- Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

#### Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

**Art. 6. Capital Souscrit.** Le capital social est fixé à six millions, cinq cent mille dollars U.S. (USD 6.500.000,-) représenté par six millions, cinq cent mille (6.500.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

- **Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.
- **Art. 8. Parts Sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

## Chapitre III. Gérant(s).

**Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

**Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.



Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devront être présents ou représentés.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conference call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

**Art. 14. Responsabilité, Indemnisation.** Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite cidessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de



pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Associé(s).

**Art. 16. Assemblée Générale des Associés.** Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

**Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 18. Procédure - Vote.** Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

#### Chapitre V. Année Sociale, Répartition.

- **Art. 19. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1 <sup>er</sup> décembre et se termine le 30 novembre de chaque année.
- Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 21. Affectation des Résultats.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.



Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

- **Art. 22. Dividendes Intérimaires.** Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:
  - Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
  - Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

#### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

#### Chapitre VII. Loi Applicable.

**Art. 24. Loi Applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 30 novembre 2015.

#### Souscription - Paiement

Sur ce, SThree Overseas Holdings Limited, prénommée, par son mandataire, a déclaré souscrire aux six millions, cinq cent mille (6.500.000) parts sociales et les libérer intégralement pour un montant de six millions, cinq cent mille dollars U.S. (USD 6.500.000,-), avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de cinquante-sept millions, huit cent cinquante mille dollars U.S. (USD 57.850.000,-) et l'allocation de six cent cinquante mille dollars U.S. (USD 650.000,-) à la réserve légale de la Société, par un apport en nature consistant en une créance certaine, incontestée et incontestable due par Specialist Staffing Holdings Inc., une société ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique ("SSHI"), à SThree Overseas Holdings Limited, prénommée, d'un montant total de soixante-cinq millions de dollars U.S. (USD 65.000.000,-) (1'«Apport en Nature»).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport en Nature a été donnée au notaire soussigné par la production d'une déclaration ad hoc signée par SThree Overseas Holdings Limited, prénommée, en date du 27 mars 2015, et par une déclaration ad hoc signée par SSHI, en date du 27 mars 2015.

#### Réalisation effective de l'apport en nature

SThree Overseas Holdings Limited, prénommée, a déclaré que:

- elle est l'unique propriétaire de l'Apport en Nature contribué et possède les pouvoirs d'en disposer, celui-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible lors de son apport; et
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans le pays du lieu de l'Apport en Nature, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution a été évalué à environ six mille cinq cents Euros (EUR 6.500.-).

#### Décisions de l'associé unique

L'associé unique décide de:

- 1. Déterminer le nombre de gérants à deux (2).
- 2. Nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:
  - Gérant de catégorie A:
- \* M. Dougal Crisp, né le 4 octobre 1971, à Wellington, Nouvelle Zélande, ayant son adresse professionnelle au 75, King William Street, 1 st Floor, Londres, EC4N 7BE, Royaume-Uni.
  - Gérant de catégorie B:
- \* M. Thibault Beuken, né le 9 septembre 1980, à Oupeye, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, rue de Fosse, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat des gérants est illimitée.



3. Déterminer l'adresse du siège social au 2, rue de Fosse, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 1 <sup>er</sup> avril 2015. Relation: GAC/2015/2749. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 10 avril 2015.

Référence de publication: 2015054535/524.

(150062055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

#### Whitestone Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 196.013.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the first day of April,

Before Maître Danielle KOLBACH notary residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg) undersigned.

THERE APPEARED:

ELGUROV ESTATE LIMITED with its registered office in Nicosia, Cyprus at Poseidonos 1, P.C. 2406, Egkomi, LEDRA BUSINESS CENTER, registered under the number HE 323241,

here duly represented by Mr Yannick KANTOR, director of companies, residing professionally at 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy given, signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which is hereby incorporated:

#### Art. 1. Form and name.

- 1.1. There exists a public limited company (société anonyme) under the name of "WHITESTONE CAPITAL S.A." (the "Company").
- 1.2. The Company shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time ("the 1915 Law") as well as by the present articles of incorporation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.
- 1.3. The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders (the "Shareholders"). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.
- 1.4. Any reference to the Shareholders in the Articles shall be deemed a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one Shareholder.

## Art. 2. Registered office.

- 2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. Within the district of Luxembourg, the registered office may be relocated by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). The registered office of the Company may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders ("the General Meeting").
- 2.2 The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 2.3 Where the Board determines that extraordinary political, economical or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be



temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 3. Term.** The Company is established for an indefinite period of time.

#### Art. 4. Object.

- 4.1 The object of the Company is:
- 4.2.1. to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises,
- 4.2.2. to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;
  - 4.2.3. to provide advisory services, in particular concerning investments;
- 4.2.4. to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, of fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or follow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance as e.g. pledges, loans, advances or guarantees;
  - 4.2.5. to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.
- 4.2 The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.
- **Art. 5. Capital.** The subscribed capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (EUR 31.000,-) represented by thirty one (31) shares with par value of one thousand Euro (EUR 1.000,-) each.

#### Art. 6. Shares.

- 6.1 The shares of the Company shall be in registered form or bearer form.
- 6.2 A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of shares will be established by an entry in this register.
- 6.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of shares evidences the Shareholder's right of ownership on such registered shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding.
- 6.4 If bearer shares are issued by the Company, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and or by an electronic registration of the bearer shares in a bank account, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share registration in bank account, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such issuance. At the discretion of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.
- 6.5 Share certificates shall be signed by any two directors of the Company. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.
- 6.6 If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by an electronic registration of the bearer shares in a bank account. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.
- 6.7 Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of Shareholders by



means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be indicated by the Company from time to time.

- 6.8 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the Shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not limited to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void. Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates. The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.
- 6.9 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflicts between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. In case a Share is held by an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprietaire), the usufruct holder (usufruitier) will be appointed as sole owner in relation to the Fund and will therefore exercise all rights attached to that Share, unless otherwise provided for in the relevant usufruct agreement or deed.
- 6.10 Subject to the provisions of article 10 of these Articles, the transfer of registered shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of Shareholders, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transfere or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims set forth in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee, satisfactory to the Company.

### Art. 7. Management.

- 7.1 The Company shall be managed by a Board of at least 3 (three) directors. The director(s) of the Company, who need not be Shareholders, are appointed by a General Meeting for a term which may not exceed 6 (six) years.
- 7.2 The Directors may be split into two categories, respectively denominated "Category A Directors" and "Category B" Directors.
- 7.3 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the "Permanent Representative"). The Permanent Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Permanent Representative unless it simultaneously appoints a new Permanent Representative.
- 7.4 Members of the Board are appointed by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.
- 7.5 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting at the unanimous vote of Shareholders representing the entirety of the subscribed share capital.
- 7.6 The director or the directors (as the case may be) assume, by reason of their position, no personal obligation in relation to any commitments regularly made by them in the name of the Company.
- 7.7 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the other directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

## Art. 8. Board operation and meetings.

- 8.1 The Board will elect a chairman. It may further choose a secretary, who needs not be a director, and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board.
- 8.2 The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the convening notice of the meeting.
- 8.3 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.
- 8.4 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.



- 8.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.
- 8.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. In case of two A and B Classes Directors, the Board of Directors shall validly deliberate and act if at least one Class A Director and at least one Class B Director take the decisions of the Board. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the Law of 1915. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.
- 8.7 All resolutions of the Board shall require a majority of the directors present or represented at the Board meeting. In case of two A and B Classes Directors, the Board of Directors shall be able to undertake resolutions and act if at least one Class A Director and at least one Class B Director are present or represented. In case of a tied vote, the chairman has a casting vote.
- 8.8 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.
- 8.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.
- 8.10 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or any two directors.

## Art. 9. Powers of the board of directors & Delegation of powers.

- 9.1 The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.
- 9.2 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), who needs not be a Shareholder or a director, and who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.
- 9.3 The Board may appoint a person, who needs not be a Shareholder or a director, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.
- 9.4 The Board is also authorised to appoint a person, who needs not be a director, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.
- 9.5 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or legal entities, which need not be members of the Board, and who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.
  - 9.6 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

## Art. 10. Rules of representation.

- 10.1 Subject to art. 10.2 below, vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of any director or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.
- 10.2 The Company shall further be bound by the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with these Articles.

#### Art. 11. Conflict of interests.

- 11.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.
- 11.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.



- 11.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.
- 11.4 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

#### Art. 12. Indemnification.

- 12.1 The Company may indemnify any director or officer and his/her heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him/them in connection with any action, suit or proceeding to which he/they may be made a party by reason of this director or officer being or having been a director or officer of the Company or, at his/her request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/they is/are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which this director or officer shall be finally sentenced in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.
- 12.2 In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

## Art. 13. General meeting.

- 13.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.
- 13.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.
- 13.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Monday of the month of March of each year at 11:00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the previous business day.
- 13.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.
- 13.5 Other General Meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of those meetings.
- 13.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.
- 13.7 The notice periods and quorum provided for by Luxembourg law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.
- 13.8 The Board, as well as the statutory auditors or, if exceptional circumstances so require, any two directors acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene a General Meeting so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the subscribed share capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed share capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.
- 13.9 If all the shares of the Company are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.
  - 13.10 Each share is entitled to one vote.
- 13.11 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those shares present or represented and voting.
- 13.12 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg



newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

- 13.13 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders.
- 13.14 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting at the unanimous vote of Shareholders representing the entirety of the subscribed share capital.
- 13.15 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.
- 13.16 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.
- 13.17 The Shareholders may vote in writing (by way of voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company seventy-two (72) hours before the relevant General Meeting.
- 13.18 Before commencing any deliberations, the Shareholders shall elect a chairman of the General Meeting. The chairman shall appoint a secretary and the Shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.
- 13.19 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.
- 13.20 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.
- **Art. 14. Auditors.** The annual accounts of the Company shall be reviewed by a statutory auditor (Commissaire aux Comptes) appointed by the General Meeting.

## Art. 15. Annual accounts & Distribution of income.

- 15.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and ends on 31 December of each year.
- 15.2 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the 1915 Law.
- 15.3 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor of the Company who will thereupon draw up its report.
- 15.4 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the statutory auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.
  - 15.5 The annual General Meeting may declare, or authorise the Board to declare, dividends.
- 15.6 Payments of dividends to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.
  - 15.7 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.
- 15.8 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.
- 15.9 Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Company.
  - 15.10 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

## Art. 16. Winding up.

- 16.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.
- 16.2 In the event of dissolution of the Company liquidation, the General Meeting shall determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators, as well as determine their powers.
- **Art. 17. Final provision.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the provisions of the 1915 Law.



#### Transitory provisions:

- 1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2015.
- 2. The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2016.

#### Subscription and payment:

The thirty-one (31) shares have been subscribed by the appearing person ELGUROV ESTATE LIMITED, prenamed and represented as aforesaid.

All subscribed shares have been fully paid-up by contribution in cash, therefore the amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary who states it.

#### Declaration

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Law.

#### Costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand Euro (EUR 2,000,-).

## Resolutions of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation, the sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire subscribed capital of the Company, has herewith adopted the following resolutions:

- 1. The number of directors is set at five (5).
- 2. The following persons are appointed as directors of the Company for a period ending on the day of the annual General Meeting to be held in 2020:
- a) Mr Sergey SKATERSHCHIKOV, with registered address at Apt. 58, dom 30, Skatertny Pereulok, Moscow, 121069, (Russia) as Category A Director;
- b) Mr Jakub KOKOSZKA, with registered address at 45C ul. Zachodnia 05-092 Lomianki (Poland) as Category A Director:
- c) Mr Waldemar Waclaw TEVNELL with registered address at Aleja J.CH Szucha 11A m.7, 00-580 Warszawa (Poland) as Category A Director
  - d) Mr Yannick KANTOR, prenamed as Category B Director;
- e) Mr. Pierre PETIT, with registered address at 11 place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg- as Category B Director;
- 3. The registered office of the Company is established at 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 4. Mrs. Ana DE OLEVEIRA, with registered address at 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, has been appointed as statutory auditor of the Company for a period ending on the day of the annual General Meeting held in 2016.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

# Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le premier avril.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

### A COMPARU:

ELGUROV ESTATE LIMITED, ayant son siège social à Nicosia, Chypre à Poseidonos 1, P.C. 2406, Egkomi, LEDRA BUSINESS CENTER, enregistrée sous le numéro HE 323241,

ici dûment représentée par Mr Yannick KANTOR, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.



La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné d'établir les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

### Art. 1 er. Forme et dénomination.

- 1.1 Il existe une société anonyme sous la dénomination «WHITESTONE CAPITAL S.A.» (ci-après dénommée «la Société»).
- 1.2 La Société sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts de constitution. Toutes les questions non régies par les présents statuts seront déterminées conformément à la loi de 1915.
- 1.3 La Société peut avoir un actionnaire («l'actionnaire unique») ou plusieurs actionnaires («les actionnaires»). La Société ne sera pas dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, l'insolvabilité, la liquidation ou la faillite de l'actionnaire unique.
- 1.4 Toute référence aux actionnaires dans les statuts de constitution est considérée comme référence à l'actionnaire unique si la Société n'a qu'un seul actionnaire.

### Art. 2. Siège social.

- 2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, au Grand-Duché de Luxembourg. A l'intérieur de la commune de Luxembourg, le siège social peut être déplacé sur simple décision du conseil d'administration de la Société (le «conseil d'administration»). Le siège social de la Société peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'assemblée générale des actionnaires («l'assemblée générale»).
- 2.2 Le conseil d'administration a en outre le droit d'établir des succursales, bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant à l'intérieur ou à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.
- 2.3 Lorsque le conseil d'administration détermine que des événements ou des faits extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ont eu lieu ou sont imminents et que ces événements et faits seraient susceptibles de compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre ce siège et personnes à l'étranger, le siège social pourra être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.
  - Art. 3. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

## Art. 4. Objet.

- 4.1 L'objet de la Société est:
- 4.2 de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères,
- 4.3 d'acquérir des titres et droits de participation, des contributions, par souscription d'achats ou d'options, des négociations ou de toute autre manière, et notamment d'acquérir des brevets et licences, et d'autres propriétés, droits et intérêts dans la propriété que la Société jugera appropriés, et plus généralement de détenir, de gérer, de développer, de vendre ou de disposer de ces droits, en tout ou en partie, en contrepartie que la Société jugera appropriée, et en particulier contre les actions ou les titres de toute société les acquérant;
  - 4.4 de fournir des services consultatifs, en particulier concernant les investissements;
- 4.5 de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales et autres, ainsi que d'octroyer à toute société holding, filiale, filiale apparentée, ou à toute autre société associée en aucune façon avec la Société ou ladite société holding, filiale ou filiale apparentée, dans laquelle la Société a un intérêt financier direct ou indirect, toute assistance comme par exemple engagements, prêts, avances ou garanties;
  - 4.6 de réaliser toute opération qui est directement ou indirectement liée à son objet.
- 4.7 La Société peut réaliser toute opération commerciale, technique et financière, en relation directe ou indirecte dans tous les domaines décrits ci-dessus afin de faciliter l'accomplissement de son objet.
- **Art. 5. Capital.** Le capital souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trente-et-une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,-EUR) chacune.

#### Art. 6. Actions.

- 6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur.
- 6.2 Un registre des actions nominatives sera tenu au siège social de la Société où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. La propriété des actions sera établie par une inscription dans ce registre.
- 6.3 L'inscription du nom de l'actionnaire dans le registre des actions prouve le droit de propriété de l'actionnaire sur ces actions nominatives. Le conseil d'administration décide si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si l'actionnaire recevra une confirmation écrite de sa participation.
- 6.4 Si des actions au porteur sont émises par la Société, les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur et les actions au porteur pourront être converties en actions nominatives à la demande du titulaire de ces actions. Une conversion d'actions nominatives en actions au porteur sera effectuée par annulation du certificat d'actions nominatives,



le cas échéant, et ou par un enregistrement électronique des actions au porteur dans un compte bancaire, ce qui fera l'objet d'une mention au registre des actionnaires pour prouver cette annulation. Une conversion d'actions au porteur en actions nominatives sera effectuée par annulation de l'inscription d'actions au porteur dans un compte bancaire, et, le cas échéant, par l'émission d'un certificat d'actions nominatives à la place de celui-ci, ce qui fera l'objet d'une mention au registre des actionnaires pour prouver cette émission. À la discrétion du conseil d'administration, les coûts d'une telle conversion peuvent être imputés à l'actionnaire qui le demande.

- 6.5 Les certificats d'actions seront signés par deux administrateurs de la Société. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit télécopiées. Toutefois, une des signatures pourra être apposée par une personne dûment autorisée par le conseil d'administration; dans ce dernier cas, elle devra être manuscrite. La Société peut émettre des certificats d'actions provisoires sous une forme déterminée par le conseil d'administration.
- 6.6 Si des actions au porteur sont émises, le transfert d'actions au porteur sera effectué par un enregistrement électronique des actions au porteur dans un compte bancaire. Le transfert d'actions nominatives se fera (i) si des certificats d'actions ont été émis, sur remise du certificat ou des certificats représentant ces actions à la Société ainsi que d'autres instruments de transfert acceptables par la Société, et (ii) si aucun certificat d'actions n'a été émis, par une déclaration de transfert écrite qui doit être inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par des personnes détenant les pouvoirs appropriés de la personne mandatée à cet effet. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit dans le registre des actionnaires; une telle inscription doit être signée par un ou plusieurs administrateurs ou agents de la Société ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées par le conseil d'administration.
- 6.7 Les actionnaires ayant droit de recevoir des actions nominatives devront fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les notifications et avis pourront être envoyés. Cette adresse sera inscrite dans le registre des actionnaires. Au cas où un actionnaire ne fournirait pas d'adresse, la Société peut inscrire des notifications dans le registre des actionnaires et l'adresse de l'actionnaire sera réputée celle du siège social de la Société, soit les notifications et avis seront envoyés à toute autre adresse qui sera inscrite par la Société de temps à autre, jusqu'à ce qu'une autre adresse ne soit fournie à la Société par un actionnaire donné. Un actionnaire peut, à tout moment, modifier l'adresse enregistrée dans le registre des actionnaires au moyen d'une notification écrite à la Société envoyée à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être indiquée par la Société de temps à autre.
- 6.8 Si un actionnaire peut prouver à la satisfaction de la Société que le certificat d'actions de l'actionnaire a été perdu, endommagé ou détruit; ainsi, à la demande de l'actionnaire, un certificat d'actions duplicata peut être émis en vertu de ces conditions et garanties, y compris mais non limité à un engagement émis par une compagnie d'assurance, que la Société peut déterminer. À la délivrance du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original en remplacement duquel le nouveau a été émis deviendra nul. Les certificats d'actions endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par de nouveaux certificats. La Société peut, à sa discrétion, charger l'actionnaire des coûts d'un duplicata ou d'un nouveau certificat, ainsi que de toutes les dépenses raisonnables engagées par la Société dans le cadre de son émission et son enregistrement en rapport avec l'annulation du certificat d'actions d'origine.
- 6.9 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Au cas où une action serait détenue par plus d'une personne, la Société aurait le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'une personne n'ait été désignée comme propriétaire unique par rapport à la Société. La même règle s'applique en cas de conflits entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste. Au cas où une action serait détenue par un usufruitier et un nu-propriétaire, l'usufruitier sera désigné comme le propriétaire unique par rapport au Fonds et exercera donc tous les droits attachés à cette action, sauf disposition contraire dans la convention d'usufruit pertinent ou acte.
- 6.10 Sous réserve des dispositions de l'article 10 de ces Statuts, le transfert des actions nominatives peut être effectué sur la base d'une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires; cette déclaration de transfert doit être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant des procurations, et en conformité avec les dispositions applicables au transfert des déclarations énoncées à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois appropriés. La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert démontrant le consentement du cédant et du cessionnaire, acceptés par la Société.

#### Art. 7. Gestion.

- 7.1 La Société est gérée par le conseil d'administration d'au moins 3 (trois) administrateurs. Les administrateurs de la Société, qui ne doivent pas être actionnaires, sont nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut pas excéder 6 (six) ans.
- 7.2 Les administrateurs peuvent être divisés en deux catégories, nommés respectivement «Administrateurs de Catégorie A» et «Administrateurs de Catégorie B».
- 7.3 Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société («l'entité juridique»), l'entité juridique doit désigner un représentant permanent pour accomplir cette tâche en son nom et pour son compte (le «représentant permanent»). Le représentant permanent est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt la même responsabilité comme s'il accomplissait cette tâche en son propre nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de lui et de l'entité juridique. L'entité juridique ne peut révoquer le représentant permanent à moins de nommer simultanément un nouveau représentant permanent.
- 7.4 Les membres du conseil d'administration sont nommés par un vote à la majorité des actions présentes ou représentées à l'assemblée générale pertinente.



- 7.5 Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'assemblée générale à l'unanimité des actionnaires représentant l'intégralité du capital social souscrit.
- 7.6 Le ou les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.
- 7.7 En cas de vacance au mandat d'un membre du conseil d'administration, les autres administrateurs peuvent remplir provisoirement les fonctions attachées au mandat devenu vacant; les actionnaires prendront une décision finale concernant la nomination lors de leur prochaine assemblée générale.

#### Art. 8. Fonctionnement du conseil d'administration et réunions.

- 8.1 Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. Il peut en outre choisir un secrétaire qui ne fait pas obligatoirement partie du conseil d'administration, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.
- 8.2 Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou, à défaut, de deux administrateurs à l'endroit désigné dans la convocation.
- 8.3 Toutes les assemblées générales et les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président. En son absence, l'assemblée générale ou, le cas échéant, le conseil d'administration nommera un autre administrateur comme président pro tempore par vote de la majorité des membres présents en personne ou par procuration à cette assemblée.
- 8.4 La notification écrite de toute réunion du conseil d'administration sera donnée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de la date prévue de la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence; dans ce cas, la nature de ces circonstances devra être énoncée brièvement dans la convocation à la réunion du conseil d'administration. Cette convocation écrite n'est pas requise si tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir pris connaissance de l'ordre du jour de la réunion. La notification écrite peut être remplacée par le consentement écrit, soit en original, par télécopie ou par e-mail, auquel est apposée une signature électronique (qui est valable en droit luxembourgeois) de chaque membre du conseil d'administration. La notification écrite spéciale ne sera pas requise pour les réunions qui ont lieu aux heures et lieux déterminés dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil d'administration.
- 8.5 Tout membre du conseil d'administration peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par déclaration écrite, soit en original, par télécopie ou par e-mail, à laquelle est apposée une signature électronique (qui est valable en droit luxembourgeois), un autre administrateur comme son mandataire.
- 8.6 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. En cas de deux classes A et B d'administrateur, le Conseil d'Administration doit délibérer et agir valablement seulement si au moins un administrateur de classe A et au moins un Administrateur de Classe B prennent les décisions. Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues, à condition toutefois qu'au moins deux administrateurs soient présents à la réunion ou participent à une telle réunion par tout moyen de communication qui sont autorisés par les statuts et par la loi de 1915. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.
- 8.7 Toutes les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à la réunion du conseil d'administration. En cas de classes A et B d'administrateur, le Conseil d'Administration ne pourra valablement prendre une décision que si au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B sont présentés ou représentés. En cas de partage égal des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.
- 8.8 Tout administrateur pourra participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires grâce auxquels (i) les administrateurs présents à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler, (iii) la transmission de la réunion est effectuée sur une base continue, (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer, et la participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à cette réunion. Une réunion du conseil d'administration tenue par de tels moyens de communication à distance sera réputée se dérouler à Luxembourg.
- 8.9 Nonobstant ce qui précède, une résolution du conseil d'administration peut également être prise par écrit. Une telle résolution doit comporter un ou plusieurs documents contenant les résolutions signées, manuellement ou électroniquement par une signature électronique qui est valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur. La date de cette résolution sera la date de la dernière signature.
- 8.10 Les procès-verbaux de chaque réunion du conseil d'administration doivent être signés par le président ou un membre du conseil d'administration qui a présidé cette réunion. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui peuvent être produits dans le cadre des procédures juridiques ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

## Art. 9. Pouvoirs du conseil d'administration et délégation de pouvoirs.

- 9.1 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi de 1915 ou par les statuts à l'assemblée générale relèvent de la compétence du conseil d'administration.
- 9.2 Le conseil d'administration peut nommer une personne (délégué à la gestion journalière) qui ne doit pas être un actionnaire ou un administrateur et qui aura toute autorité pour agir au nom de la Société dans tous les domaines concernés par la gestion journalière de la Société.



- 9.3 Le conseil d'administration peut nommer une personne qui ne doit pas être un actionnaire ou un administrateur, en tant que représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira à sa discrétion, mais au nom et pour le compte de la Société, et peut engager la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.
- 9.4 Le conseil d'administration est aussi autorisé à nommer une personne qui ne doit pas être un administrateur, en vue de l'exécution de fonctions spécifiques à tous les niveaux au sein de la Société.
- 9.5 Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière de la Société (y compris le droit d'agir comme signataire autorisé pour la Société) et pour effectuer des actes d'exécution en application de la politique de l'entreprise et une ou plusieurs personnes physiques ou entités juridiques, qui ne doivent pas être membres du conseil d'administration, et qui auront les pouvoirs déterminés par le conseil d'administration, peuvent, si le conseil d'administration autorise, subdéléguer leurs pouvoirs.
- 9.6 Le conseil d'administration peut également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration sous seing privé ou procuration notariée.

#### Art. 10. Règles de la représentation.

- 10. 1 Sous réserve de l'art. 10.2 ci-dessous, vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature d'un administrateur ou par la signature conjointe ou unique de toute(s) personne (s) à qui ladite autorité a été déléguée par le conseil d'administration.
- 10.2 La Société sera également engagée par la seule signature de la personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature, le cas échéant, de la personne nommée à cet effet conformément aux présents statuts.

#### Art. 11. Conflits d'intérêts.

- 11.1 Aucun contrat ou aucune transaction que la Société pourra conclure avec toute autre société ne pourra être affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou agents de la Société ont un intérêt quelconque dans telle autre société, ou par le fait que cet administrateur ou cet agent de la Société est administrateur, associé, agent ou employé d'une telle société.
- 11.2 Tout administrateur ou agent de la Société, qui est administrateur, associé, agent ou employé de toute société avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle cet administrateur ou cet agent de la Société est autrement en relation d'affaires, ne sera pas de par ce lien et/ou cette relation avec une telle autre société, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.
- 11.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel en conflit avec celui de la Société dans toute affaire de la Société, cet administrateur de la Société doit informer le conseil d'administration de ce conflit et ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette affaire ou opération, et cette transaction et l'intérêt de cet administrateur y seront présentés à la prochaine assemblée générale annuelle suivante. Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé ci-avant, ne s'appliquera pas aux relations, intérêts, situations ou opérations de toute sorte impliquant le gestionnaire d'investissement, le dépositaire ou toute autre personne, la société ou l'entité qui peuvent être déterminés le cas échéant par le conseil d'administration à sa discrétion.
- 11.4 Le paragraphe précédent ne s'applique pas lorsque la décision du conseil d'administration concerne des opérations courantes et conclues dans des conditions normales des activités de la Société.

## Art. 12. Indemnisation.

- 12.1 La Société pourra indemniser tout administrateur ou agent de la Société ainsi que leurs exécuteurs testamentaires ou administrateurs des dépenses raisonnablement encourues par eux en relation avec toute action, procédure ou procès auxquels ils seront partie prenante ou dans lesquels ils auront été impliqués en raison de la circonstance qu'ils sont ou ont été administrateur ou agent de la Société, ou en raison du fait que cet administrateur ou agent est ou a été un administrateur ou agent de la Société ou, qu'ils l'ont été à la demande de la Société dans une autre société, dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où ils ne sont pas en droit d'être indemnisés par cette autre entité, sauf relativement à des matières dans lesquelles cet administrateur ou agent sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration dans le cadre d'une pareille action ou procédure.
- 12.2 En cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée qu'en rapport avec les matières couvertes par cet arrangement et si la Société est informée par l'avocat que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs.

### Art. 13. Assemblée générale.

13.1 Tant que la Société n'a qu'un seul actionnaire, l'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale. Dans ces statuts, les décisions prises ou les pouvoirs exercés par l'assemblée générale seront une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'associé unique tant que la Société n'a qu'un seul actionnaire. Les décisions prises par l'actionnaire unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.



- 13.2 En cas de plusieurs actionnaires, toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.
- 13.3 L'assemblée générale annuelle se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans l'avis de convocation de la réunion, le deuxième lundi de mars de chaque année à 11.00 heures (heure de Luxembourg). Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédent.
- 13.4 L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si, d'après le jugement absolu et définitif du conseil d'administration, les circonstances exceptionnelles l'exigent.
- 13.5 D'autres assemblées générales des actionnaires de la Société ou de compartiments peuvent être tenues aux endroits et dates indiqués dans la notice de convocation respective à ces assemblées.
- 13.6 Tout actionnaire pourra participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires grâce auxquels (i) les actionnaires présents à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler, (iii) la transmission de la réunion est effectuée sur une base continue, et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer, et la participation effective à la réunion par ces moyens constitue équivaut à une présence en personne à cette réunion.
- 13.7 Les délais de convocation et le quorum requis par la loi luxembourgeoise régleront la convocation et le déroulement des assemblées générales, sauf disposition contraire dans les présentes.
- 13.8 Le conseil d'administration, ainsi que les commissaires aux comptes ou, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, deux administrateurs agissant conjointement peuvent convoquer une assemblée générale. Ils sont tenus de convoquer une assemblée générale qui sera tenue dans un délai d'un mois, si des actionnaires représentant un dixième du capital souscrit l'exigent par écrit, avec indication de l'ordre du jour. Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit peuvent demander l'entrée d'un ou plusieurs points sur l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande doit être adressée à la Société au moins cinq (5) jours avant l'assemblée générale pertinente.
- 13.9 Si toutes les actions de la Société sont nominatives, les convocations doivent être faites uniquement par lettres recommandées.
  - 13.10 Chaque action donne droit à une voix.
- 13.11 Sauf si la législation applicable ou les présents statuts l'exigent, les résolutions adoptées par une assemblée générale dûment convoquée seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées et votantes.
- 13.12 Toutefois, les résolutions modifiant les statuts ne peuvent être adoptées que par une assemblée générale où au moins la moitié du capital est représentée et l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, le contenu qui concerne les objets ou la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, d'une manière prescrite par les présents statuts, au moyen d'avis publiés deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant la réunion au Journal officiel (Mémorial) et dans deux journaux luxembourgeois. Cette convocation doit reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats de la réunion précédente. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être effectuées par au moins deux tiers des votes exprimés lors de l'assemblée générale. Pour le calcul de la majorité, les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions représentées à l'assemblée et pour lesquels les actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus ou ont émis des votes blancs ou puls
- 13.13 La nationalité de la Société peut être changée et les engagements des actionnaires ne peuvent être augmentés qu'au moyen du consentement unanime des actionnaires et des créanciers obligataires.
- 13.14 Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'assemblée générale à l'unanimité des actionnaires représentant l'intégralité du capital social souscrit.
- 13.15 Un actionnaire peut se faire représenter aux assemblées générales des actionnaires en désignant une autre personne, qui ne doit pas être un actionnaire, comme son mandataire en présentant une procuration par écrit, par télécopie ou par email à laquelle est apposée une signature électronique (qui est valable en droit luxembourgeois).
- 13.16 Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une assemblée générale, et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion peut être tenue sans notification.
- 13.17 Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen de bulletins de vote) sur les résolutions soumises à l'assemblée générale à condition que les bulletins de vote incluent (i) le nom, le prénom, l'adresse et la signature de l'actionnaire concerné, (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (iii) l'ordre du jour tel que défini dans la convocation, et (iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque point de l'ordre du jour. Pour être pris en compte, les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société soixante-douze (72) heures avant l'assemblée générale pertinente.
- 13.18 Avant le début des délibérations, les actionnaires choisissent un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires désignent un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.



- 13.19 Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et par tout actionnaire qui souhaite le faire.
- 13.20 Toutefois, en cas de décisions de l'assemblée générale qui doivent être certifiées, de copies ou d'extraits établis dans le cadre des procédures juridiques ou ailleurs doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux autres administrateurs.
- **Art. 14. Commissaires aux comptes.** Les comptes annuels de la Société seront examinés par un commissaire aux comptes nommés par l'assemblée générale.

#### Art. 15. Comptes annuels et distribution des revenus.

- 15.1 L'année comptable de la Société commence le 1 er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
- 15.2 Chaque année, à la fin de l'année financière, le conseil d'administration établira les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la loi de 1915.
- 15.3 Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration soumettra le bilan et le compte de résultats de la Société accompagnés de son rapport et les autres documents qui peuvent être requis par la loi, au commissaire aux comptes de la Société qui élaborera ainsi son propre rapport.
- 15.4 Au plus tard 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de résultats, les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes et les autres documents qui peuvent être requis par la loi seront déposés au siège social de la Société où ils seront disponibles pour vérification aux actionnaires pendant les heures normales d'ouverture.
  - 15.5 L'assemblée générale annuelle peut déclarer, ou autoriser le conseil d'administration à déclarer des dividendes.
- 15.6 Les paiements de dividendes aux propriétaires d'actions nominatives seront effectués à ces actionnaires à leurs adresses indiquées dans le registre des actionnaires.
  - 15.7 Les dividendes pourront être payés en monnaie et à un moment et lieu déterminés par le conseil d'administration.
- 15.8 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des bons de souscription d'actions au lieu de dividendes en espèces conformément aux modalités et conditions énoncées par le conseil d'administration.
- 15.9 Tout dividende déclaré qui n'aura pas été réclamé par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution reviendra à la Société.
- 15.10 Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

#### Art. 16. Dissolution.

- 16.1 La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale, sous réserve des conditions de quorum et de majorité pour l'amendement à ces Statuts.
- 16.2 En cas de dissolution de la Société, l'assemblée générale définira la méthode de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs, ainsi que déterminera leurs pouvoirs.
- **Art. 17. Disposition finale.** Toutes les questions qui ne sont pas régies par ces Statuts sont déterminées conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

### Dispositions transitoires:

- 1. Le premier exercice social commencera au jour de la constitution de la Société et se terminera au 31 décembre 2015.
- 2. La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2016.

#### Souscription et libération:

Les trente-et-une (31) actions ont toutes été souscrites par la comparante ELGUROV ESTATE LIMITED, prénommée et représentée comme ci-avant.

Les actions souscrites ont été intégralement libérées moyennant apport en numéraire, de sorte que le montant de trenteet-un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

## Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prescrites par l'article 26 de la loi de 1915 ont été remplies et en constate expressément l'accomplissement. En outre, le notaire instrumentaire confirme que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi de 1915.

## Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à la suite de la constitution s'élèvent environ à deux mille euros (2.000,- EUR).



# Résolutions de l'associé unique:

Immédiatement après la constitution, l'associé unique, représenté comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital souscrit de la Société, a pris les résolutions suivantes:

- 1. Le nombre d'administrateurs est fixé à cinq (5).
- 2. Les personnes suivantes sont nommées en tant qu'administrateurs de la Société pour une période se terminant le jour de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020:
- a) M. Sergey SKATERSHCHIKOV, demeurant professionnellement à Apt. 58, dom 30, Skatertny Pereulok, Moscow, 121069 (Russie) en tant qu'administrateur de catégorie A;
- b) M. Jakub KOKOSZKA, demeurant professionnellement à ul. Zachodnia 45c, 05-092 Lomianki (Pologne) en tant qu'administrateur de catégorie A;
- c) Mr Waldemar Waclaw TEVNELL demeurant professionnellement à Aleja J.CH Szucha 11A m.7, 00-580 Warszawa (Pologne) en tant qu'administrateur de catégorie A;
  - d) M. Yannick KANTOR, prénommé, en tant qu'administrateur de catégorie B;
- e) M. Pierre PETIT, demeurant professionnellement au 11 place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg en tant qu'administrateur de catégorie B;
- 3. Le siège social de la Société est établi au 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
- 4. Mme Ana DE OLIVEIRA, ayant son siège au 8A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé commissaire aux comptes de la Société pour une période se terminant le jour de l'assemblée générale annuelle tenue en 2016.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire de la comparante, connu du notaire par leurs noms, prénoms, état civil et domicile, il a signé avec le Notaire, le présent acte.

Signé: Y. KANTOR, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 07 avril 2015. Relation: DAC/2015/5768. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Carlo RODENBOUR.

Pour EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, agissant en remplacement de sa consoeur empêchée Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

Junglinster, le 10 avril 2015.

Référence de publication: 2015054586/750.

(150062040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

## Polunin Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 131.312.

Extrait des résolutions prises par voie de résolution circulaire en date du 13 mars 2015

En date du 13 mars 2015, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Gaston Mainz en qualité d'Administrateur avec effet au 14 novembre 2014,
- d'accepter la cooptation de Monsieur Serge Dollendorf, 5 Heienhaff, 1736 Senningerberg, sous réserve de l'agrément de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, avec effet au 13 mars 2015, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2015, en remplacement de Monsieur Gaston Mainz, démissionnaire.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Polunin Funds

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015054464/17.

(150062078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck